



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Société nationale Corse Méditerranée

Question au Gouvernement n° 2199

Texte de la question

SNCM

M. le président. La parole est à M. Guy Teissier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Guy Teissier. Monsieur le Premier ministre, Marseille souffre, paralysée par un conflit social qui est en train d'asphyxier le port autonome, son poumon économique.

Aujourd'hui - cela sera encore plus vrai demain - plusieurs centaines d'entreprises et plusieurs milliers de salariés sont directement menacés par une action revendicatrice dure et jusqu'au-boutiste.

M. Jean Marsaudon. Voilà !

M. Guy Teissier. Animé par une inquiétude réelle des salariés de la SNCM, ce conflit a malheureusement pris un tournant dans lequel la passion, le dogmatisme érigé en système de pensée dominante, la complexité des enjeux s'entremêlent dangereusement.

M. François Liberti. Le dogmatisme est de votre côté !

M. Guy Teissier. Vous avez écouté cette crainte et vous avez décidé. Vos engagements sont forts et marquent sans conteste la volonté de soutien qui anime le Gouvernement à l'égard de la SNCM.

M. Maxime Gremetz. Certainement pas !

M. Guy Teissier. Malgré cela, la posture syndicale ne semble pas être à l'apaisement. Certains syndicats auraient tort de croire que les Marseillais sont prêts à les absoudre de tous leurs excès au seul motif qu'ils se sont autoproclamés défenseurs des plus faibles.

Mes chers collègues, on ne peut pas vouloir défendre la continuité territoriale quand on n'est pas soi-même capable d'assurer la continuité du service public. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains)* a ainsi que la continuité économique de toute une région.

M. Maxime Gremetz. C'est un vrai professeur qui nous fait un cours !

M. le président. Monsieur Gremetz !

M. Guy Teissier. Aujourd'hui, c'est l'élu de la République, c'est l'homme passionnément Marseillais qui relaie les attentes d'une grande majorité silencieuse prise en otage et affligée par ce suicide collectif.

M. Jean Marsaudon. Ce sont des fossoyeurs !

M. Guy Teissier. Monsieur le Premier ministre, peut-on aujourd'hui sortir de l'impasse ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. *(Exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. André Chassaigne. Y a-t-il donc les bons et les mauvais députés ?

M. Maxime Gremetz. Quand c'est un député UMP qui pose une question, c'est le Premier ministre lui-même qui répond. Quel mépris pour la représentation nationale !

M. le président. Monsieur Gremetz ! *(Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Monsieur le député, le Gouvernement a fait le choix de préserver une société aujourd'hui au bord du dépôt de bilan : 200 millions de dettes, 30 millions de pertes par an. Il a choisi de garantir l'avenir des salariés, d'assurer la continuité de la liaison entre le continent et la Corse, de réconcilier les exigences économiques et l'impératif de service public auxquels je veux pleinement répondre.

M. François Liberti. Vous avez choisi de liquider le service public !

M. le Premier ministre. Aujourd'hui, nous avons sur la table une bonne proposition. Elle garantit qu'il n'y aura pas de licenciements secs ; elle préserve l'unité de l'entreprise et ne touche pas à la flotte de dix bateaux.

Nous n'avons jamais cessé de dialoguer avec les salariés. Thierry Breton et Dominique Perben se sont rendus à trois reprises à Marseille. Mais, après le temps du dialogue, c'est maintenant le temps des décisions.

*(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Maxime Gremetz. C'est le temps du bâton !

M. le Premier ministre. Le conseil d'administration a donné son feu vert à la proposition du Gouvernement. Le comité d'entreprise se réunit aujourd'hui pour décider de la suite à donner.

Seule la reprise du travail permettra d'éviter le dépôt de bilan et je le dis ici avec gravité. C'est l'heure de vérité pour la SNCM. C'est un rendez-vous important pour Marseille comme pour la Corse. Il faut que, désormais, chacun prenne ses responsabilités. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Guy Teissier](#)

**Circonscription :** Bouches-du-Rhône (6<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2199

**Rubrique :** Transports par eau

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 12 octobre 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 octobre 2005